



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

RÉVOLUTIONNAIRES

Ateliers
SNCF Quatre Mares

Rouen, le 16 avril 2024

D'où qu'ils viennent, interdisons les licenciements !

Les 40 plus grosses entreprises françaises (celles du CAC 40) ont annoncé plus de 150 milliards d'euros de bénéfices pour 2023. Ce n'est plus une pluie, mais un déluge de fric qui arrose leurs actionnaires : plus de 60 milliards de dividendes, et 30 milliards de rachats d'actions qui gonflent d'autant la valeur de celles qui restent. Non seulement ces sommes indécentes contrastent avec les augmentations de salaire minables pour leurs salariés, mais elles n'empêchent pas les mêmes entreprises de licencier !

Des licenciements gavés de profits

Stellantis (fusion de PSA, Fiat et Chrysler), a réalisé 18,6 milliards de profits en 2023. Les menaces sur l'emploi s'accumulent pourtant dans plusieurs usines du groupe. La semaine dernière, c'était au tour de la CGT du site Stellantis d'Hordain (Nord) de tirer la sonnette d'alarme. Le transfert d'une partie de la production de véhicules utilitaires vers la Turquie, laisse planer la menace de la direction de se débarrasser de centaines d'emplois, voire du site à terme.

ExxonMobil annonce la même semaine la vente de plusieurs sites et la suppression de 677 emplois dans celui de Gravenchon (Seine-Maritime). Les délégués syndicaux de l'usine estiment à 3 000 le nombre total des emplois menacés, directement chez les sous-traitants ou indirectement dans d'autres entreprises. ExxonMobil a fait 36 milliards d'euros de bénéfices en 2023. Le trust pétrolier a racheté en octobre dernier son rival Pioneer pour la bagatelle de 56 milliards d'euros, sans emprunter le moindre centime ! Il a largement de quoi maintenir les salaires de tous les travailleurs menacés à Gravenchon et ailleurs.

Le gouvernement n'est pas en reste

Ces annonces interviennent alors même que le gouvernement engage une énième « réforme de » (traduire : « attaque contre ») l'assurance-chômage. Si le plan d'Attal va jusqu'au bout, la durée de l'indemnisation du chômage, qui était de 24 mois jusqu'à février dernier, passera à 12 mois à l'automne

prochain. On n'ose pas imaginer ce que deviendra le montant des allocations, déjà diminué de 16 % à 50 % selon les cas l'an dernier.

Le ministre de la Fonction publique Guérini s'intéresse quant à lui au chômage pour y envoyer les fonctionnaires ! Il ment en prétendant que presque personne n'est licencié dans la fonction publique. En 2022, 235 fonctionnaires – et pas 13 – ont été licenciés pour motifs disciplinaires. Des milliers d'autres ont négocié une rupture conventionnelle, pas forcément par désamour du service public, mais plutôt des conditions dans lesquelles la hiérarchie impose de travailler ! Et c'est sans compter les fonctionnaires qui changent de poste ou démissionnent.

La meilleure garantie d'emploi dans le public a un coût pour les agents : des salaires plus faibles. L'Insee estime que ceux du privé ont augmenté deux fois plus vite – en vérité plutôt deux fois moins lentement – entre 2011 et 2021, du fait du gel des salaires dans la fonction publique.

Invertissons le règne de la peur

Alors si Guérini agite le prétendu « tabou du licenciement dans la fonction publique », c'est qu'il veut opposer les salariés du public et du privé. Nous, nous sommes pour interdire le licenciement partout ! Le « tabou » dont notre société est en train de crever, c'est celui des sacro-saints profits !

Tout cet argent serait bien mieux employé à maintenir les emplois et les salaires des travailleurs et des travailleuses dont les postes sont menacés. À embaucher les collègues qui manquent dans les ateliers, les services, les chantiers. À faire reculer ce chômage qui n'est pas une fatalité, mais l'arme de la bourgeoisie pour nous imposer sa loi.

Une telle lutte pour l'interdiction des licenciements suppose que, du public et du privé, nous fassions front ensemble. Si le gouvernement crache sur ses agents, c'est précisément pour jeter entre nous les ferments de la division. Car il sait, mieux que nous, qu'une fois unis nous serons invincibles.

Désignés volontaires...

Pour qu'on soit suffisamment nombreux à travailler cet été pendant les JO, la SNCF se faisait fort de convaincre plutôt que de contraindre. Mais à trois mois de l'échéance, les agents de services entiers n'ont aucune visibilité sur leurs congés : les chefs ont « retenu » les demandes en attendant d'avoir des consignes. D'autres chefs inventent des règles en disant que le délai pour poser des congés sur la période des JO est dépassé et que c'est mort. En haut, un air de flûte. En bas, le bâton.

Soutien à Marion : on ne lâche rien !

Mercredi 17 avril, un nouveau rassemblement se tiendra devant la gare de Strasbourg en soutien à Marion, cheminote militante à Sud Rail et menacée de licenciement après avoir... dénoncé le harcèlement sexuel qu'elle subissait à la SNCF : le monde à l'envers !

Mobilisation à RATP Bus

Jeudi 4 avril nos collègues de la RATP étaient en grève. Outre la question des NAO, une partie des conducteurs mobilisés combattaient une mesure révoltante de la direction qui a instauré une différence de salaire d'environ 300€ entre les anciens embauchés et les nouveaux ! Ces manœuvres de division se retrouvent dans toutes les boîtes et nous devons les combattre pied à pied. Retrouvez Selma Labib, conductrice de bus à la RATP et porte-parole du NPA, dans cette vidéo qui résume la situation :



Pour un monde sans frontières, ni patrons : urgence révolution !

Oui, le NPA sera bien présent aux élections européennes. À l'heure où les bruits de bottes s'amplifient, où les attaques se multiplient contre les travailleurs et où les frontières font des milliers de morts en Méditerranée, il est indispensable que se fasse entendre une voix internationaliste, pour l'union des travailleurs par-delà des frontières nationales. Notre liste sera composée de travailleurs et de travailleuses, d'étudiants et de jeunes salariés. Elle sera le porte-voix des colères et des luttes des exploités dans une Europe où l'immense majorité de

la population survit avec des salaires, des pensions et des indemnités minés par l'inflation, alors que les grands groupes capitalistes se gavent, notamment ceux qui transforment le sang des peuples en milliards de profits. Elle défendra la nécessité de l'union dans la lutte de tous les travailleurs et travailleuses du continent pour arracher les moyens de vivre dignement, son opposition à cette Europe « forteresse », hérissée de murs et de barbelés contre les hommes et les femmes qui viennent ici pour y être nos camarades de travail dans les chantiers, les bureaux ou les usines.

Nos têtes de liste et porte-paroles de campagne : **Selma Labib**, 28 ans, conductrice de bus, **Gaël Quirante**, 48 ans, postier, **Armelle Pertus**, 48 ans, professeure des écoles, **Damien Scali**, 38 ans, cheminot.

A noter dans vos agendas !

La fête annuelle du NPA Rouen-agglo aura lieu cette année le samedi 25 mai à la salle festive de Saint-Etienne-du-Rouvray.

Un repas (végé ou carné) est prévu (sur réservation) : 8 euros pour les jeunes et les précaires, 12 euros tarif plein, 20 euros en prix de soutien.

Débat à 17h : « quelles ripostes face à l'extrême droite » ? Puis des prises de paroles de nos camarades porte-parole nationaux. Il y aura aussi une librairie, une exposition photos, un espace pour les enfants...

Alors, n'hésitez plus, dès maintenant réservez votre repas (entrée simple + concert = 5 euros).

Pour tout contact et réservation, contactez-nous ici :



nparouen.communique@gmail.com
www.facebook.com/NPAaggloRouen

